

"Une étape de plus" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (20 mai 1967)

Légende: Le 20 mai 1967, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung se réjouit des résultats obtenus à Genève par les six États membres de la Communauté économique européenne (CEE) et les États-Unis lors des négociations multilatérales du Kennedy Round sur la libéralisation du commerce international.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Benckiser, Nikolas; Deschamps, Bruno; Eick, Jürgen; Korn, Karl; Tern, Jürgen; Welter, Erich. 20.05.1967, Nr. 115. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Eine Runde weiter", auteur:Roeper, Hans , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_etape_de_plus_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_20_mai_1967-fr-b93c7261-8055-41f9-b93d-942adc118fca.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Une étape de plus

Par Hans Roeper

Cette semaine, dans de nombreuses capitales, la clôture du Kennedy Round a été célébrée comme une avancée significative en matière de politique commerciale. À juste titre. Même si l'objectif initial n'a pas tout à fait été atteint, la réduction convenue des restrictions au commerce constitue la plus grande réussite en la matière parmi les actions menées au XX^e siècle. Le monde occidental a de nouveau montré qu'il était capable de fournir des efforts communs et à quel point il a reconnu que la libre circulation économique servait le bien-être de chacun. Le bloc communiste n'a rien d'équivalent à lui opposer. Ses pays membres pratiquent encore et toujours la forme la plus primitive qui soit des échanges commerciaux entre États, à savoir le troc, comme si l'argent n'avait pas encore été inventé. Une chose est sûre: le Kennedy Round ne fera qu'accentuer la supériorité du système économique occidental, dont les éléments moteurs sont la concurrence et un défi mutuel permanent.

Le début du Kennedy Round fut également marqué par la relève du défi lancé par la Commission économique européenne (CEE). Le rythme d'intégration étonnamment rapide de la Communauté au cours de ses premières années, la croissance économique effrénée de ses pays membres, son rayonnement et son attraction croissants, la demande d'adhésion de l'Angleterre et d'autres pays européens en 1961 – tout cela constituait un défi d'envergure mondiale pour le président Kennedy. Faisant référence à ces développements en Europe et lançant une mise en garde contre l'incompatibilité de «l'isolement économique et du rôle de leadership atlantique», Kennedy parvint à convaincre le congrès américain de lui octroyer l'autorisation commerciale la plus étendue qu'un président américain n'ait jamais obtenue, afin d'exhorter le monde entier à réduire fortement leurs barrières douanières.

C'est par conséquent la communauté économique tant décriée, jugée mesquine et peu libérale, qui joua un rôle moteur pour supprimer les entraves au commerce à l'échelle planétaire, ce que l'on a tendance à oublier. Mais, parallèlement, le Kennedy Round constituait un défi pour la CEE. Pour la première fois, les Six devaient apparaître vis-à-vis de l'extérieur comme une entité étroitement soudée lors de ces négociations internationales. Ils devaient donc au préalable se mettre d'accord sur leurs souhaits, leurs opinions et leurs clauses. Ce fut incroyablement difficile et laborieux de trouver un terrain d'entente. Mais il ne fait pas de doute que les débuts réussis de la CEE comme grande puissance économique ont renforcé l'esprit de solidarité et la confiance en soi de la Communauté. La CEE est ressortie du Kennedy Round plus forte et plus sûre d'elle-même.

C'est pourquoi on aurait pu penser que la Communauté pouvait à présent se risquer à intégrer l'Angleterre et d'autres pays dans ses rangs, sans devoir craindre une dilution de ses idées et de ses objectifs. Le président français est cependant d'un tout autre avis, comme ses dernières déclarations le laissent entendre. Il pense ouvertement que l'Angleterre n'est pas encore prête pour une adhésion et craint également que l'adhésion de l'Angleterre, à l'heure actuelle, ne «dénature les objectifs de la CEE». Étant donné que de Gaulle prône parallèlement l'élargissement de la Communauté, on peut supposer que son inquiétude n'est pas qu'un prétexte.

La position de rejet du général vis-à-vis de l'Angleterre ne résulte certainement pas uniquement de ses réflexions d'ordre économique; elle est essentiellement marquée par ses idées politiques et sa revendication d'une hégémonie européenne. Cependant, il est indéniable que l'Angleterre se trouve dans une mauvaise posture économique depuis un certain nombre d'années. C'est bien pour cette raison surtout que les Anglais souhaitent adhérer à la CEE, si prospère sur le plan économique. La possibilité devrait leur en être donnée par l'intégration d'une «tournée de l'Angleterre» dans les négociations portant sur l'adhésion.

Pour ce faire, les deux parties, surtout l'Angleterre, devraient a priori se préparer à une procédure de négociation plutôt longue, car il est tout simplement impossible d'incorporer hâtivement un pays jusqu'alors extérieur dans une organisation qui existe maintenant depuis dix ans. Les efforts menés pendant quatre ans dans le Kennedy Round ont clairement démontré à quel point le succès des négociations internationales reposait sur la persévérance et l'opiniâtreté. Parallèlement, le résultat de ce Round, à savoir la réduction

imminente des barrières commerciales, dans certains cas vraiment significative, rendra le temps d'attente pour tous les candidats à la CEE plus facile à supporter. C'est précisément parce que le Kennedy Round devait combler le fossé douanier entre la Communauté économique et la zone de libre-échange (AELE) et qu'il finira par le faire que la plupart des pays européens étaient si vivement intéressés par sa réussite.

La République fédérale en particulier était un des opposants les plus farouches au Kennedy Round. On peut notamment la remercier pour avoir fait évoluer la position initiale de Paris, marquée par une certaine réserve, voire un rejet à l'égard de cette campagne visant à réduire les barrières douanières. Le gouvernement allemand a subordonné son approbation des accords agricoles de la CEE, si avantageux pour la France, à l'engagement informel de la France à tout faire pour mener à bonne fin le Kennedy Round. Cet accord conclu dans les coulisses montre non seulement combien les relations commerciales sont étroitement imbriquées aujourd'hui, mais aussi à quel point la patience et l'habileté sont nécessaires pour faire tourner la roue d'un cran supplémentaire. Une liberté accrue a son prix.